**BACCALAURÉATS PROFESSIONNELS**

# GESTION-ADMINISTRATION LOGISTIQUE

**MÉTIERS DE LA SÉCURITÉ MÉTIERS DE L’ACCUEIL**

# MÉTIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE (option A et B) TRANSPORT

**Épreuve d’économie et droit**

**Durée : 2h**

**Coefficient : 1**

DOSSIER CORRIGÉ

Ce dossier comprend **4** pages numérotées de DC **1/4** à DC **4/4.**

**BARÈME**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **1) EXPLOITATION DES DOCUMENTS** |  | **/10 points** |
| **2) ÉCRIT STRUCTURÉ** | **TOTAL DE L’ÉPREUVE :** | **/10 points**  **/20 points** |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Baccalauréat Professionnel Secteur Tertiaire** | C2206-ECODROI 1 | **Session 2022** | **DC** |
| U11 - Épreuve d’économie et droit | Durée : 2 h 00 | Coefficient : 1 | Page 1/4 |

**TRAVAIL À FAIRE**

# 1ÈRE PARTIE - EXPLOITATION DES DOCUMENTS

**Afin de préparer au mieux l’étude qui vous a été confiée par madame Cresp, étudier les documents 1 à 3 et répondre sur votre copie aux questions suivantes.**

**8 à 10 lignes minimum (pas de pénalisation si + de 10 lignes)**

Résumer en 8 à 10 lignes les idées principales du document 1. Proposition indicative caractérisation du Doc. pas obligatoire

Cette infographie présente l’intervention de l’État français dans la gestion de crise sanitaire en 2020. Il présente les différentes aides débloquées et mises en place par l’État afin de protéger l’économie française. Les aides concernent différents acteurs de l’économie, essentiellement les entreprises et les ménages. La plus grosse part (+ de 50

% des 110 milliards) de ces aides a servi à financer le chômage partiel ainsi qu’à soutenir les entreprises dans le but d’éviter de trop nombreuses faillites et préserver l’emploi. Les ménages les plus modestes, bénéficiaires de minima sociaux, (4 millions de foyers) ont également pu bénéficier de ces aides. Enfin, 1.3 milliards d’euros a été engagé pour faire face au surcroît d’activité dans le secteur de la santé (hôpitaux et soignants) et les fonctionnaires peuvent bénéficier d’une prime défiscalisée.

8 idées du corrigé

Illustrations des données chiffrées

**Pas de 0.25**

1. Identifier **les idées essentielles** du document 2.
   * La crise sanitaire a maintenu des personnes en situation de précarité et aggravé la situation d’autres ce qui a engendré une hausse du nombre de précaires dans le pays.
   * Les ménages les plus modestes ont été plus fortement impactés par une perte de revenus que la moyenne.
   * 300 000 emplois détruits entre 2019 et 2020, surtout chez les intérimaires et les saisonniers.
   * Les ménages ont vu leurs dépenses courantes s’accroitre du fait du confinement (absence de cantine, courses dans les commerces de proximité) .
   * Augmentation du nombre de bénéficiaires du RSA induite par la perte de revenus des ménages modestes.
   * Aide tardive de l’État sur les bénéficiaires des minimas sociaux par rapport aux salariés stables (chômage partiel).

ou

* + Augmentation de la pauvreté chez les 18-29 ans.

Conséquences psychologiques et sociales, isolement, risques psychosociaux (décrochage scolaire, addiction, violences intrafamiliales).

3 idées dites essentielles mais accepter toute autre idée du doc.

Illustrations des données chiffrées

**Pas de 0.25**

1. À l’aide des documents et de vos connaissances, répondre aux questions suivantes :

Dans cette question, le candidat doit **réinvestir ses connaissances**

* 1. Expliciter l’expression soulignée dans le document 3 : « 600 M€ pour soutenir l’investissement dans 5 secteurs stratégiques dont l’agroalimentaire ».

L’investissement est une opération qui permet de renouveler ou accroitre le capital productif d’une entreprise ou d’une économie. Les secteurs stratégiques pour une économie sont des secteurs d’activités qui permettent à une nation soit d’assurer son approvisionnement alimentaire, soit de soigner sa population, soit de garantir le développement économique et sociale de l’économie.

1 explication

au choix au moins

**Déf**.

L’aide financière aux secteurs stratégiques permettra aux entreprises de poursuivre leurs efforts d’investissement pour s’adapter plus vite aux évolutions économiques lors de la reprise de l’activité.

* 1. Pourquoi l’emploi et en particulier celui des jeunes, est-il une des priorités du plan de relance ? Possibilité de se référer au Doc 3 mais pas uniquement (connaissances)
  + 300 000 emplois détruits en 1 an, principalement des emplois précaires ce qui induit une réduction de l’offre d’emploi.
  + La demande d’emploi reste identique. (demande supérieure à l’offre).
  + Il est important de soutenir les premières expériences professionnelles des jeunes et de les former aux métiers de demain pour leur permettre de mieux s’intégrer aux métiers de demain (l’apprentissage est un levier dans ce processus).
  + Nécessité d’offrir des perspectives de formation et d’intégration au monde du travail pour les plus jeunes.
  + Besoin de former les jeunes aux métiers de demain. Métiers d’avenir

Accepter toute réponse pertinente

Exemple : l’évocation des problèmes de recrutement dans des secteurs en tension peut par exemple être retenue.

# 2ÈME PARTIE - ÉCRIT STRUCTURÉ Accepter toute idée pertinente

**À l'aide de vos connaissances et du dossier joint, rédiger une réponse structurée et argumentée (en suivant le plan proposé ci-dessous) à la question posée par madame Cresp :**

# La politique de soutien aux entreprises en matière d’emplois favorise-t-elle la création d’emplois durables ?

**Dans une introduction, présenter la problématique, expliciter ses concepts essentiels et annoncer le plan** Politique de soutien +emplois durables

~~Phrase d’accroche~~, explicitation des concepts, annonce du plan.

Mise en contexte (en lien avec la crise sanitaire)

# Maintenir un niveau d’emploi, une priorité pour l’État

* 1. La création de richesses

Les entreprises doivent vendre leur production pour créer de la richesse

* + - Le maintien du niveau d’emploi permet de soutenir le revenu des ménages qui peuvent ainsi consommer.
    - La consommation contribue à la création de richesse pour les entreprises, ce qui leur permet de réinvestir ou d’embaucher.
    - La consommation et l’activité économique contribuent au financement de l’État via les prélèvements obligatoires, ce qui permet de pouvoir financer les mesures de soutien aux entreprises et aux ménages.

Le lien entre les 2 parties est à valoriser mais non obligatoire

* 1. La lutte contre la précarité
     + L’emploi salarié stable permet de lutter contre la précarité.
     + Le maintien du niveau d’emploi limite l’accroissement des dépenses sociales de l’État.
     + L’insertion professionnelle est aussi synonyme d’insertion sociale.

Dans un contexte de crise le rôle de l’État est de soutenir l’activité économique pour maintenir un niveau d’emploi

# Proposer une politique économique incitative

1. Soutenir les entreprises
   * Éviter des plans sociaux, un trop grand nombre de faillites et ainsi limiter l’accroissement du chômage
   * Encourager les investissements des entreprises.
   * Accompagner les secteurs stratégiques pour permettre une reprise économique rapide. (secteur encore concurrentiel à soutenir afin d’être présent lors de la relance économique)
2. Maintenir des perspectives pour les salariés et les jeunes
   * Aider les entreprises à la création d’emploi (plan 1 jeune 1 solution).
   * Faciliter l’entrée dans la vie professionnelle par l’apprentissage, les contrats de professionnalisation, les CDI et CDD aidés.
   * Favoriser le maintien des compétences professionnelles dans les entreprises.

* Première expérience qui permet de conforter les compétences professionnelles

# Dans une conclusion, répondre de manière synthétique à la problématique.